



# Assemblée générale

Distr. limitée  
7 novembre 2014  
Français  
Original : anglais

Soixante-neuvième session

## Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

Point 51 de l'ordre du jour

**Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter  
sur les pratiques israéliennes affectant  
les droits de l'homme du peuple palestinien  
et des autres Arabes des territoires occupés**

**Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn,  
Bangladesh, Brunéi Darussalam, Comores, Cuba, Djibouti, Égypte,  
Émirats arabes unis, Équateur, Indonésie, Iraq, Jordanie, Koweït,  
Liban, Malaisie, Mali, Maroc, Mauritanie, Namibie, Nicaragua,  
Nigéria, Oman, Qatar, République populaire démocratique de Corée,  
République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Somalie,  
Soudan, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen  
et État de Palestine : projet de résolution**

### **Applicabilité de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, au Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et aux autres territoires arabes occupés**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions sur la question, notamment sa résolution 68/81 du 11 décembre 2013,

*Ayant à l'esprit* les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

*Rappelant* le règlement annexé à la quatrième Convention de La Haye de 1907, la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949<sup>1</sup> et les dispositions pertinentes du droit coutumier, y compris celles qui ont été codifiées dans le Protocole additionnel I<sup>2</sup> aux quatre Conventions de Genève<sup>3</sup>,

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973.

<sup>2</sup> Ibid., vol. 1125, n° 17512.

<sup>3</sup> Ibid., vol. 75, n°s 970 à 973.



*Ayant examiné* le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés<sup>4</sup> et les rapports du Secrétaire général sur la question<sup>5</sup>,

*Considérant* que l'un des buts et des principes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies est d'encourager le respect des obligations découlant de la Charte des Nations Unies et des autres instruments et règles du droit international,

*Rappelant* l'avis consultatif donné le 9 juillet 2004 par la Cour internationale de Justice<sup>6</sup> et rappelant également sa résolution ES-10/15 du 20 juillet 2004,

*Notant en particulier* la réponse de la Cour, qui conclut notamment à l'applicabilité au Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, de la quatrième Convention de Genève<sup>1</sup>, et à la violation par Israël de plusieurs dispositions de cette convention,

*Rappelant* la Conférence des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève sur les mesures à prendre pour imposer la Convention dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, qui s'est tenue le 15 juillet 1999, ainsi que la Déclaration adoptée le 5 décembre 2001 à la reprise de la Conférence et la nécessité pour les parties d'assurer le suivi de l'application de la Déclaration,

*Saluant et encourageant* les initiatives prises par les États parties à la Convention, tant séparément que collectivement, conformément à l'article premier commun aux quatre Conventions de Genève, pour faire respecter la Convention, ainsi que les efforts persistants que l'État dépositaire des Conventions de Genève continue de déployer à cet égard,

*Prenant note* de l'adhésion de l'État de Palestine, le 1<sup>er</sup> avril 2014, aux Conventions de Genève et au Protocole additionnel I,

*Soulignant* qu'Israël, Puissance occupante, doit respecter strictement les obligations que lui impose le droit international, y compris le droit international humanitaire,

1. *Réaffirme* que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949<sup>1</sup> est applicable au Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967;

2. *Enjoint* à Israël de reconnaître l'applicabilité *de jure* de la Convention au Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et aux autres territoires arabes occupés par lui depuis 1967, et d'en respecter scrupuleusement les dispositions;

---

<sup>4</sup> A/69/355.

<sup>5</sup> A/69/128, A/69/316, A/69/327, A/69/347 et A/69/348.

<sup>6</sup> Voir A/ES-10/273 et Corr.1.

3. *Exhorte* toutes les Hautes Parties contractantes à la Convention, agissant en application de l'article premier commun aux quatre Conventions de Genève<sup>3</sup>, et conformément à l'avis consultatif donné par la Cour internationale de Justice le 9 juillet 2004<sup>6</sup>, à continuer de tout mettre en œuvre pour en faire respecter les dispositions par Israël, Puissance occupante, dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et les autres territoires arabes occupés par lui depuis 1967;

4. *Prend note* des consultations qui ont été engagées par la Suisse, État dépositaire, au sujet de la convocation d'une Conférence des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève;

5. *Souligne de nouveau* la nécessité d'une mise en œuvre rapide des recommandations pertinentes figurant dans les résolutions qu'elle a adoptées, y compris à sa dixième session extraordinaire d'urgence, notamment la résolution ES-10/15, le but étant de faire respecter les dispositions de la Convention par Israël, Puissance occupante;

6. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa soixante-dixième session, de l'application de la présente résolution.

---